



*République du Sénégal*

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

---

**PRIMATURE**

---

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA  
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

**AU TITRE DE LA GESTION 2009**

**(RAPPORT DE REVUE POUR LA COMMUNE DE ZIGINCHOR)**

**MARS 2011  
(Version finale)**

**GLOBAL MANAGEMENT SERVICES**

**GMS Audit & Expertise**

***Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc***

***Immeuble Moustapha N°207, 2<sup>ème</sup> étage à gauche***

***Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02***

***Fax : 33 867 68 01***

***Mail : [gmac@orange.sn](mailto:gmac@orange.sn)***

---

***SOMMAIRE***

<b>1. NOTE DE SYNTHESE.....</b>	<b>5</b>
1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION .....	5
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION .....	5
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	5
1.1.2.1. Audit passation des marchés .....	6
1.1.2.2. Support informatique.....	6
1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....	6
1.3. CONSTAT D'AUDIT .....	7
1.3.1 ECHANTILLON .....	7
1.3.2. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES .....	8
1.3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE .....	10
1.4. RECOMMANDATIONS .....	11
1.4.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF.....	11
1.4.1.1. Recommandations sur l'audit des Marchés.....	11
1.5. CONCLUSION.....	12
<b>2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT .....</b>	<b>13</b>
2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....	13
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	13
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	14
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT .....	15
2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE .....	17
2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT .....	18
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	18
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES .....	18
2.3.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	19
2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT .....	19
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES .....	19
2.4.2. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	21
<b>3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES .....</b>	<b>21</b>
3.1. RAPPEL.....	21
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR .....	21
3.1.2. PROCEDURES.....	22
3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES.....	23
3.2.1. PRESENTATION DE LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR .....	23
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DE LA COMMUNE .....	25

**4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES..... 25****4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES..... 25**

4.1.1. APPELS D'OFFRES ..... 25

4.1.2. DRP ..... 30

**4.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE ..... 41**

4.2.1. CONSTAT DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER ..... 41

4.2.2. CONSTAT D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE ..... 41

**4.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES..... 41****5. RECOMMANDATIONS..... 42****5.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES ..... 42****5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES ..... 42**

5.2. 1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX APPELS D'OFFRES..... 42

5.2. 2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP ..... 42

5.2.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AGENTS DE LA COMMUNE DE  
ZIGUINCHOR EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES ..... 42

5.2. 4. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE ..... 43

## LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
PVR	Procès Verbal de Réception
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## 1. NOTE DE SYNTHÈSE

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également pour la Commune de Ziguinchor les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées par l'auditeur à l'issue de ses travaux.

### 1.1. Déroulement de la mission

#### 1.1.1. Cadre de l'intervention

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit à posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

#### 1.1.2. Modalités d'intervention

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque AC, une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la passation des marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit de l'exécution physique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon. L'organisation a été faite, d'une part, de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela a été nécessaire.

#### 1.1.2.1. Audit passation des marchés

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés Publics. Cette formation a été suivie par un séminaire sur l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

#### 1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la passation des marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, au travers de la production de tableaux de synthèse, qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale, avec pour principaux avantages :
  - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

### 1.2. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Le principal constat relevé relatif au dispositif des marchés publics de la Commune de Ziguinchor se présente comme suit :

#### ✓ **Rapports périodiques non élaborés**

La Commune de Ziguinchor a mis en place une Commission des Marchés par Décision municipale N° N°0005/CZ/SM du 21 avril 2009 et une Cellule de Passation des Marchés suivant Décision municipale N° 0108/CZ/SM du 22 juin 2009. Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté

n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de la gestion 2009.

Le Rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas également été produit.

### 1.3. Constat d'audit

#### 1.3.1 Echantillon

L'échantillon d'audit a été bâti sur la base des propositions contenues dans les termes de référence (TDR) de la mission. Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité, de la Commune de Ziguinchor, les comptes administratifs ou de gestion. Malgré cette demande, nous n'avons obtenu qu'un état d'exécution budgétaire pour la gestion 2009.

La Commune nous a transmis des documents portant sur trois (3) appels d'offres et onze (11) DRP, pour un montant total de deux cent treize millions quatre cent quarante sept mille huit cent seize francs (213 447 816 FCFA) détaillé comme suit :

Type	Nombre de contrats en 2009	Montant en FCFA
AAO	3	92 350 686
DRP	11	121 097 130
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>213 447 816</b>

Sur la base des marchés transmis par la Commune, l'équipe a travaillé sur les trois (03) Appels d'offres pour un montant de quatre vingt douze millions trois cent cinquante mille six cent quatre vingt six francs (92 350 686) F CFA et les onze (11) DRP d'un montant total de Cent Vingt et un millions quatre vingt dix sept mille cent trente francs (121 097 130 F CFA) passés par la Commune de Ziguinchor au titre de l'exercice 2009. Par conséquent, le taux de couverture est de 100%.

Nos travaux sur l'audit physique concernant les contrôles sur la réalité physique de la construction de bloc de trois (03) classes , la réhabilitation de deux (02) blocs de deux (02) classes et l'ouverture des voies dans les quartiers périphériques feront l'objet d'un rapport distinct.

### 1.3.2. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

La revue de l'état d'exécution budgétaire de la Commune nous permis de relever des dépenses de carburant effectuées sans recourir à une demande de cotation auprès d'au moins cinq (5) fournisseurs pour un montant total de vingt millions deux cent quatre vingt dix neuf mille quatre cent quarante quatre francs CFA **(20 299 444) F CFA**, en violation des article 76 et 77 du Code des Marchés publics et de la circulaire du 31 mars 2009.

Par ailleurs, les dossiers qui ont été mis à la disposition de la mission pour la revue ne comportent pas tous les éléments de la procédure pouvant permettre à l'auditeur de donner un avis sur toutes les pièces.

Il s'agit notamment de l'archivage de certaines offres des soumissionnaires, informations aux soumissionnaires non retenus, procès-verbaux ou bons de réception, bons de commandes, etc.

Nous présentons ci-après les non conformités relevées :

#### ✓ **Non conformités relevées sur les Appels d'Offres**

Les principales non-conformités relevées sont :

- L'absence de preuve de la publication de l'avis d'appel d'offres,
- Le délai de onze (11) jours accordé pour le dépôt des offres du marché de construction des salles de classes pour un montant de vingt trois millions cinq cent quatre vingt douze mille quatre vingt six francs (23 592 086 F CFA) n'est pas conforme aux dispositions de l'article 63 du CMP,
- L'ouverture des offres n'a pas été faite en séance publique,
- Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires,
- Les offres ainsi que le rapport d'évaluation du marché d'ouverture des voies dans les quartiers périphériques n'ont pas été mis à la disposition de la mission,
- L'absence de publication des attributions provisoire et définitive pour tous les marchés d'appels d'offres passés en 2009,
- Aucun des marchés passés en 2009 n'a fait l'objet de notification écrite à l'attributaire en violation des dispositions des articles 83 et 84 du CMP,
- L'absence de fourniture de la garantie de bonne exécution par les soumissionnaires,



**Commentaires de la Commune de Ziguinchor sur ces non conformités relevées :**

- Le montant du devis confidentiel du marché de la construction d'un bloc de trois (03) salles de classes et la réhabilitation de deux blocs de deux salles de classes était supérieur au montant du PPM 2009 pour la construction des salles de classes. Après ouverture des plis, la commission a noté que toutes les offres des soumissionnaires étaient infructueuses, et par conséquent le marché est relancé à nouveau en diminuant la réhabilitation d'un bloc de deux (02) salles ;
- C'est vrai que le délai de onze (11) jours accordé pour le dépôt des offres du marché de construction des salles de classes n'est pas conforme aux dispositions de l'article 63 du CMP. Mais il faut noter que ce fait est lié à notre souci d'avoir l'ensemble des membres de la commission dont certains ne sont pas toujours disponibles de leurs responsabilités dans d'autres services de l'Etat ;
- La Commune de Ziguinchor n'a pas exigé de garantie de soumission pour les marchés, car les montants des devis confidentiels ne dépassent pas le seuil (voire article 111 du code des marchés) ;
- Il faut par ailleurs noter que même si les avis d'appel d'offre et de DRP n'ont pas fait en général l'objet d'insertion dans des journaux, les différents avis ont toujours été publiés par voie d'affichage à la Mairie, à Chambre de Commerce, à la Chambre des métiers et à la Préfecture.
- Chaque dépouillement est sanctionné par un PV signé par les membres de la commission.

**✓ Non conformités relevées sur les DRP**

Les principales non-conformités relevées sont :

- les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation,
- l'absence de cahier de transmission ou accusé de réception de la lettre d'invitation,
- l'absence du Rapport d'évaluation des offres pour la collecte et l'évacuation des ordures ménagères,
- l'archivage des offres des soumissionnaires,
- L'offre la moins-disante n'a pas été retenue pour le marché relatif aux curages des caniveaux et évacuation des déchets d'un montant de treize millions cinq cent quatre mille neuf cent treize francs (13.504.913 F CFA) et celui relatif aux grosses

réparations d'équipement sanitaires d'un montant de seize millions huit cent soixante huit mille quatre cent soixante sept francs ( 16.868.467 F CFA) ,

- Les candidats non retenus n'ont pas été informés.

#### **Commentaires de la Commune de ziguinchor**

- Pour les DRP, nous ne faisons pas de présélection des prestataires. Les DRP sont lancées ouvertement permettant à tout candidat de présenter son offre ;
- Tous les dépouillements sont faits en séances publiques, il se passe simplement que la plupart du temps les soumissionnaires ne se font pas représenter ;
- La commission ne regarde pas uniquement, lors du dépouillement, l'offre la moins disante pour attribuer le marché. Elle tient également compte sur d'autres critères par exemple : la capacité technique, le planning d'exécution, pour une bonne réalisation de la prestation.

#### 1.3.3. Constats relatifs à l'exécution financière

Les travaux sur le volet financier révèlent pour beaucoup de DRP:

- l'inexistence d'un Bon de commande ;
- l'inexistence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;

Par ailleurs, en raison de l'indisponibilité au niveau de la Commune des pièces justificatives relatives au paiement du Trésor, nos travaux sur l'exécution financière des marchés n'ont pas porté sur les dispositions contractuelles concernant les garanties, les pénalités de retard, le contrôle des décomptes, le précompte de la TVA, les avances et remboursements, le respect des délais de paiement, etc.

**Commentaires de la Commune de ziguinchor**

- Pour l'ensemble des DRP ayant fait l'objet d'exécution les bons de commande sont disponibles au niveau du service comptable de la Mairie.
- Les DRP comme toute autre dépense font l'objet d'engagement sur bon de commande en trois volets: l'original est joint au mandat; le duplicata remis au fournisseur ou prestataire et la souche conservée dans le carnet.
- Tous les travaux fournitures ou service effectués pour le compte de la mairie à la suite d'un appel offre, d'une DRP ou autres procédures font l'objet de bordereau de livraison, de PV de réception et/ou d'une attestation de service fait.  
Toutes ces pièces sont produites et jointes aux mandats pour servir de justificatifs au paiement.
- Au moment où la mission d'audit se déroulait tous les mandats ont déjà été joints au compte de gestion du receveur municipal et transmis à la cours des comptes

**1.4. Recommandations**

A la suite des constats relevés, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

**1.4.1. Recommandations sur le dispositif**

Nos recommandations portent sur :

- ✓ la préparation des rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés doit établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- ✓ la préparation du rapport annuel sur les marchés publics 2009 par la Commission des Marchés conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics.
- ✓ le renforcement des capacités du personnel de la commune en matière de passation des marchés.

**1.4.1.1. Recommandations sur l'audit des Marchés**

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

- **Pour les Appels d'offres**

- Publier et classer les avis d'appels d'offres,
- Respecter le délai de trente (30) jours entre la publication et le dépôt des offres,

- Ouvrir les offres en séance publique et établir un PV d'ouverture à transmettre aux soumissionnaires,
- Publier l'avis d'attribution provisoire et définitive,
- Notifier de manière écrite l'attribution du marché,
- Demander, le cas échéant, aux soumissionnaires la garantie de bonne exécution.

- **Pour les DRP**

- Inclure les noms des candidats consultés dans les lettres d'invitation adressées simultanément aux candidats présélectionnés,
- Archiver les offres des soumissionnaires,
- Attribuer les marchés aux candidats ayant soumis la proposition la moins disante,
- Informer les candidats non retenus dans le cadre des DRP.

### **1.5. Conclusion**

A notre avis, du fait des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci-avant, la Commune de Ziguinchor s'est conformée de façon insuffisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le Décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.

## 2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

### 2.1. Rappel des termes de référence

#### 2.1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les Directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle à priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante (AAI) dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes.

La revue effectuée par le Cabinet GMS Audit & Expertise conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification nécessaires et pertinents. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours

de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

### 2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des Autorités Contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque Autorité Contractante ;**
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des Autorités Contractantes, le Consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'Autorité Contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le Consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'Autorité Contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ✓ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette Direction ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le Consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'Autorité Contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des Cellules de Passation de Marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

### 2.1.3. Tâches attendues du Consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement ( des ressources internes et des ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),
- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

- a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des deux (02) premières catégories de marchés ci-dessus, le Consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc. ;

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :

- l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés,
- l'attribution aux moins disants qualifiés,
- le non fractionnement de marchés,
- les conditions préalables de mise en concurrence,
- les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats,
- l'approbation des marchés par les Autorités compétentes,



- les éléments constitutifs des cahiers des charges,
  - les seuils des avenants,
  - le respect des délais d'exécution,
  - les cas de résiliation, etc. ;
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) analyser l'organisation en général des structures (ressources humaines, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des cellules et Commissions des Marchés et Cellules de Passation des Marchés ;
- f) faire des vérifications sur :
- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
  - la production des cautions d'avance de démarrage et des cautions de bonne exécution ;
  - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
  - la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
  - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et des Agences ;
  - la tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour ;
  - l'application des pénalités de retard prévues ;
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'Autorité Contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP;
- i) en fin de mission, assurer une formation de deux (02) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (5) experts de l'ARMP et cinq (5) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites Institutions;

Le Consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des Autorités Contractantes concernées.

## 2.2. Méthodologie de mise en œuvre

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la passation des marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le Cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et obtention des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires et restitution à l'AC;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs avec les observations de l'AC.

### **2.3. Description des travaux d'audit**

#### **2.3.1. Audit de la passation des marchés**

##### **➤ Prise de connaissance**

Une lettre a été envoyée à la date du 23 septembre 2010 à la Commune de Ziguinchor pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. La Commune a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées. Ainsi, elle a mis à notre disposition les documents suivants :

- ☒ Liste des marchés pour l'année 2009 ;
- ☒ Arrêtés portant mise en place de la Cellule et de la Commission de passation des marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ;
- ☒ Attestations de prise de connaissance des dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- ☒ Plan et Avis Général de passation de marchés ;
- ☒ Eta d'exécution budgétaire pour la gestion 2009.

##### **➤ Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de passation des marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP.

#### **2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés**

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés de la Commune de Ziguinchor visent à vérifier le respect des procédures relatives à, d'une part, l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des

dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

### 2.3.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justifications technique et financière des avenants et ordres de services signés.

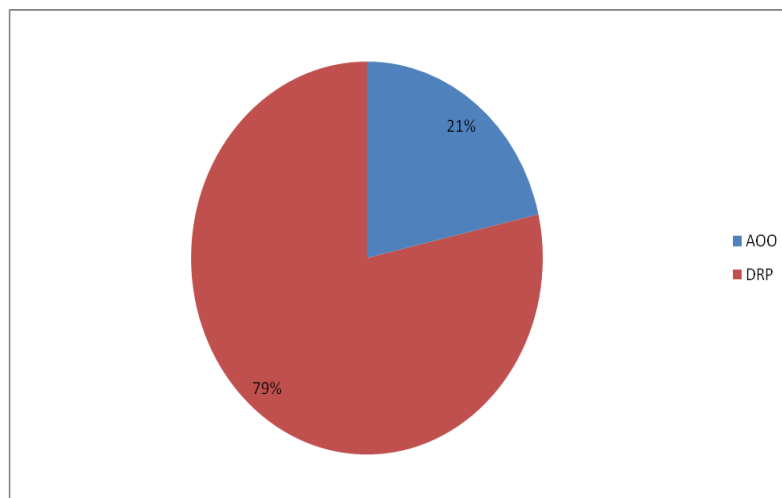
## 2.4. Constitution de l'échantillon d'audit

### 2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmises par la Commune de Ziguinchor qui constitue l'échantillon d'audit initial

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant (en FCFA)
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	3	92 350 686
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	11	121 097 130
Entente Directe (ED)	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>213 447 816</b>

## REPARTITION DE L'ECHANTILLON



Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Les travaux du Cabinet ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. Pour la Commune de Ziguinchor, notre échantillon porte sur les trois (03) Appels d'offres et les onze (11) DRP.

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés déclarés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	03	92 350 686	03	92 350 686	100%	100%
Appel d'offres restreint(AOR)						
Prestations intellectuelles (PI)						
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	11	121 097 130	11	121 097 130	100%	100%
Entente directe (ED)						
Commandes directes en violation des articles 75 et 76 du CMP						
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>213 447 816</b>	<b>14</b>	<b>213 447 816</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

#### 2.4.2. Echantillon pour l'audit de l'exécution physique des marchés

L'échantillon retenu pour l'audit technique portera sur la construction de blocs de trois (03) classes et la réhabilitation de deux (02) blocs de deux (02) classes et l'ouverture des voies dans les quartiers périphériques. Les conclusions sur l'audit de l'exécution physique seront intégrées dans un rapport séparé.

### 3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

#### 3.1. Rappel

##### 3.1.1. Réglementation en vigueur

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- Directive n°4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n°2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n°2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n°2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n°2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du

CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM ;
- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n°11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 03 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n°005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.

### 3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

#### Rappel des seuils applicables à la Commune de Ziguinchor en vertu de l'arrêté N° 11 580 du 28 décembre 2007

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	125 000 000	40 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000

### 3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés

#### 3.2.1. Présentation de la Commune de Ziguinchor

##### Présentation

La Commune est régie par la Loi N° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des collectivités locales. Elle est dotée d'une personnalité morale de droit public et de l'autonomie financière.

##### Organes de la Commune

Les organes de la Commune sont : le Conseil municipal et le Maire.

- Le Conseil municipal :

Le Conseil municipal est l'organe délibérant de la Commune. Il est composé de conseillères et de conseillers municipaux élus pour cinq (05) ans au suffrage universel direct, conformément au Code électoral.

Il élit en son sein le Maire et un ou plusieurs adjoints. Son bureau est composé du Maire et des adjoints élus.

Le Conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la Commune.

Il doit assurer à l'ensemble de la population, sans discrimination, les meilleures conditions de vie. Il intervient plus particulièrement dans le domaine de la planification et de la programmation du développement local et de l'harmonisation de cette programmation avec les orientations régionales et nationales.

Le Conseil municipal donne son avis toutes les fois que celui-ci est requis par les lois et règlements ou à la demande du représentant de l'Etat.

Il peut émettre des vœux, par écrit, sur toutes les questions ayant un intérêt local, notamment sur celles concernant le développement économique et social de la commune.

Il est tenu informé de l'état d'avancement des travaux et des actions financées par la Commune ou réalisées avec sa participation.

Le Conseil municipal désigne ceux de ses membres appelés à siéger dans les conseils, commissions et organismes dans lesquels la représentation de la Commune est prévue par les lois et règlements en vigueur.

Outre ses compétences générales, le Conseil municipal prend des décisions dans tous les domaines de compétences transférées aux Communes par la loi.

Le Conseil municipal délibère sur les budgets et comptes administratifs qui sont annuellement présentés par le Maire.

Il entend le rapport du Maire, en débat et examine les comptes de gestion du Receveur sauf règlement définitif réservé au juge des comptes.

Il délibère sur les comptes de gestion-matières établis par le Maire au plus tard à la fin du quatrième (4<sup>ème</sup>) mois de l'année financière suivant celle à laquelle ils se rapportent.

- **Le Maire:**

Le Maire est l'organe exécutif de la Commune. Il est assisté par les adjoints dans l'ordre de leur élection.

Le Maire est le représentant de la collectivité locale. A ce titre, il est chargé, sous le contrôle du Conseil municipal de :

- Conserver, d'entretenir et d'administrer les propriétés et les biens de la Commune et de faire, en conséquence, tous actes conservatoires de ses droits ;
- Gérer les revenus, de surveiller les services communaux et la comptabilité communale ;
- Préparer et de proposer le budget, d'ordonnancer les dépenses et de prescrire l'exécution des recettes ;
- Diriger les travaux communaux ;
- Veiller à l'exécution des programmes de développement financés par la Commune ou réalisés avec sa participation ;
- Pourvoir aux mesures relatives à la voirie municipale ;
- Souscrire les marchés, de passer les baux des biens et les adjudications des travaux communaux selon les règles établies par les lois et règlements ;
- Passer, selon les mêmes règles, les actes de vente, d'échange, de partage, d'acceptation de dons ou legs, d'acquisition, de transaction, lorsque ces actes ont été autorisés par le Conseil municipal ;
- Représenter la Commune en justice ;
- Prendre, à défaut des propriétaires ou des détenteurs du droit de chasse préalablement mis en demeure, toutes les mesures nécessaires à la destruction d'animaux déclarés nuisibles par les lois et règlements, et éventuellement de requérir les habitants avec armes et chiens propres à la chasse de ces animaux, de surveiller et d'assurer l'exécution des mesures ci-dessus et d'en dresser procès-verbal ;
- Veiller à la protection de l'environnement, de prendre en conséquence les mesures propres, d'une part, à empêcher ou à supprimer la pollution et les nuisances, d'autre part, à assurer la protection des espaces verts et, enfin, à contribuer à l'embellissement de la commune ;
- Nommer aux emplois communaux ;
- Apporter assistance aux lieux de culte ;
- Exécuter les décisions du Conseil municipal.



Le Maire ou son délégué représente l'Administration communale dans tous les conseils, commissions et organismes dans lesquels sa représentation est prévue par les lois et règlements en vigueur.

### 3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés de la Commune

Dans le cadre de la mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité de la commune de Ziguinchor à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés Publics.

La Cellule de Passation des Marchés a été créée en 2009 par Arrêté n°0108/CZ/SM du 22/06/2009. La Secrétaire Municipale de la Commune de Ziguinchor, désignée Responsable de la Cellule, est le seul membre de la Cellule.

La Commission de Passation des Marchés a été créée en 2009 par Arrêté n°0005/CZ/SM du 21/04/2009. Elle compte quatre (4) membres.

Sous ce rapport, nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa conformité avec les instructions de la DCMP en la matière.

Par ailleurs, nous avons vérifié le respect par la commune des instructions du CMP et des dispositions de l'arrêté n° 11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du NCMP relatif à la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés.

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de la gestion 2009.

Le rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas également été produit.

## 4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

### 4.1. Audit de la passation des marchés

#### 4.1.1. Appels d'offres

Ces constats portent sur les trois (03) Appels d'Offres passés par la Commune de Ziguinchor pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent les conclusions du Cabinet sur chaque AO :

AO 1	
Objet	Construction de bloc de trois (03) classes, réhabilitation deux (02) blocs de deux (02) classes
Date de souscription	Non disponible
Date de notification	Non disponible
Date du contrat	07 janvier 2010
Attributaire	Entreprise Ibrahima Sakho BTP
Délai d'exécution	90 jours
Montant du marché	23 592 086 F CFA TTC
Date de réception	11 février 2010
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La publication de l'avis d'appel d'offres dans un journal à grande diffusion n'a pas été mise à notre disposition en violation de l'article 66 du Code des Marchés Publics qui stipule que tout appel d'offre ouvert est porté à la connaissance du public par la publication d'un avis d'appel d'offre public à la concurrence dans les conditions prévues à l'article 56 dudit code ;</li> <li>- Le délai accordé pour le dépôt des offres est de onze (11) jours (date de relance : 03/12/2009 date limite relance : 14/12/2009) violant l'article 63 du Code des Marchés Publics qui stipule que dans les procédures d'appel d'offre ouvert avec ou sans qualification ou d'appel d'offre restreints, le délai minimal de dépôt des offres ou des candidatures est de trente 30 jours à compter de la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence dans le cas d'appel d'offres nationaux ;</li> <li>- L'ouverture des offres n'a pas été fait en séance publique et le PV d'ouverture n'est pas transmis aux soumissionnaires en violation de l'article 67 du Code des Marchés Publics ;</li> <li>- Cinq (05) fournisseurs ont soumissionné avec les montants suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Mamadou Touré 25.078.080 F CFA</li> <li>2. CASA Ibrahima Seck 24.985.545 F CFA</li> <li>3. Ibrahima Sakho BTP 23.592.086 F CFA</li> <li>4. Birame Gueye 23.895.734 F CFA</li> <li>5. Ousmane Diallo 24.941.879 F CFA</li> </ul> L'offre la moins disante a été retenue pour attribution.</li> <li>- Les attributions provisoire et définitive n'ont pas fait l'objet de publication et le marché n'a pas été notifié à l'attributaire en</li> </ul>

	<p>violation des articles 83 et 84 du Code des Marchés Publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune garantie n'a été prise en compte lors de l'attribution du marché en violation des articles 111 et 112 du code des Code des Marchés Publics qui stipulent que pour être admis aux appels d'offres, les candidats sont tenus de fournir une garantie de soumission dont le montant est fixé dans le dossier d'appel d'offres.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions des articles 63, 66, 67, 83, 84, 111 et 112 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>AO 2</b>	
<b>Objet</b>	<b>Ouverture des voies dans les quartiers périphériques</b>
Date du contrat	03 mai 2010
Date de notification	09 mai 2010
Délai d'exécution	01 mois
Attributaire	Entreprise Ousmane Diallo
Montant du marché	39 768 360 F CFA TTC
Date de réception définitive	Non précisée
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le dossier d'appel d'offres n'a pas été mis à notre disposition ;</li> <li>- En l'absence de preuve, nous estimons que l'avis d'appel d'offres n'a pas fait l'objet de publicité en violation des dispositions de l'article 66 du CMP qui stipule que tout appel d'offre ouvert est porté à la connaissance du public par la publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans les conditions prévues à l'article 56 du CMP ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ouverture des offres n'a pas été fait en séance publique et le PV d'ouverture n'est pas transmis aux soumissionnaires en violation de l'article 67 du CMP ;</li> <li>- Les offres ainsi que le rapport d'évaluation n'ont pas été mis à notre disposition. Ainsi, nous n'avons pas pu apprécier les critères d'évaluation de l'attribution du marché au fournisseur retenu ;</li> <li>- L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet de publication et la notification à l'attributaire n'a pas été mise à notre disposition en violation des articles 83 et 84 du CMP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	Se conformer aux dispositions des articles 66, 67, 83 et 84 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	

<b>AO 3</b>	
<b>Objet</b>	<b>Installations de réseaux électriques</b>
Date du contrat	02 novembre 2009
Date de notification	03 novembre 2009
Délai d'exécution	75 jours
Attributaire	Entreprise TANDIAN
Montant du marché	28 990 240 F CFA TTC
Date de réception	12 mars 2010
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'avis d'appel d'offres n'a pas fait l'objet de publicité en violation des dispositions de l'article 66 du CMP qui stipule que tout appel d'offres ouvert est porté à la connaissance du public par la publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans les conditions prévues à l'article 56 du CMP;</li> <li>- Le marché a fait l'objet d'une relance car une (1) seule offre a été reçue mais l'avis et la date de la relance n'ont pas été portés à notre connaissance ;</li> <li>- L'ouverture des offres n'a pas été faite en séance publique et le PV d'ouverture n'est pas transmis aux soumissionnaires en</li> </ul>

	<p>violation de l'article 67 du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Commune a reçu deux (2) offres d'après le PV de dépouillement. Ces offres se présentent comme suit : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Entreprise CERE 978.444.105 F CFA TTC</li> <li>2. Entreprise Tandian BTP 28.990.240 F CFA TTC</li> </ol> </li> </ul> <p>Selon le PV de dépouillement, l'entreprise CERE a été disqualifiée pour avoir dépassé largement l'enveloppe financière de 30 millions de francs prévue pour les travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet de publication et la notification à l'attributaire n'a pas été mise à notre disposition en violation des articles 83 et 84 du CMP ;</li> <li>- Les garanties permettant de respecter les dispositions des articles 111 et 112 du CMP n'ont pas été transmises par les candidats présélectionnés.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions des articles 66, 67, 83, 84, 111 et 112 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	

## 4.1.2. DRP

Ces constats portent sur les onze (11) DRP passées par la Commune pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent les conclusions du Cabinet sur chaque DRP:

DRP 1 Contrat N°0079	
<b>Objet</b>	<b>Aménagement des cimetières</b>
Date d'invitation	14 octobre 2009
Date de dépôt des offres	02 novembre 2009
Attributaire	Entreprise Ousmane Diallo
Date du bon de commande	Non disponible
Date du contrat	21 décembre 2009
Montant du marché	8 883 099 F CFA
Date de réception	Non disponible
Délai d'exécution	70 jours
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires ne mentionnent pas les noms des candidats présélectionnés en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> <li>- Quatre (4) offres ont été mises à notre disposition concernant les fournisseurs suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ousmane Diallo : 8.883.099 F CFA</li> <li>2. CASA Ibrahima Seck : 8.280.396 F CFA</li> <li>3. Tamba Entreprise : 7.223.746 F CFA</li> <li>4. Ibrahima Sakho : 15.334.123 F CFA</li> </ol> <p>La commission a évalué l'offre de Ousmane de Diallo comme moins disante d'après les critères d'évaluation.</p> </li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/ CAB/CP du 31 mars 2009</li> </ul>
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	

DRP 2 Contrat N°0016													
<b>Objet</b>	<b>Curages des caniveaux et évacuation des déchets</b>												
Date d'invitation	29 avril 2009												
Date de dépôt des offres	13 mai 2009												
Attributaire	Diouf Entreprise SET SETAL												
Date du bon de commande	Non disponible												
Date du contrat	20 mai 2009												
Montant du marché	13 504 913 F CFA												
Date de réception	04 juillet 2009												
Délai d'exécution	30 jours												
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires ne mentionnent pas les noms des candidats présélectionnés en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> <li>- L'offre de l'attributaire DIOUF ESE SET SETAL n'a pas été mise à notre disposition.</li> <li>- Six (6) candidats ont déposé leur offre avec les montants suivants : <table> <tr> <td>3. GIE SUD PROJET</td><td>12.603.700 F CFA</td></tr> <tr> <td>4. GIE ACTION</td><td>13.126.000 F CFA</td></tr> <tr> <td>5. ESE SAGNA</td><td>13.713.990 F CFA</td></tr> <tr> <td>6. GIE GENERAL BTP</td><td>17.789.690 F CFA</td></tr> <tr> <td>7. ESE BTP BIRAME GUEYE</td><td>29.946.984 F CFA</td></tr> <tr> <td>8. DIOUF ESE SET SETAL</td><td>13.504.913 F CFA</td></tr> </table> </li> </ul> <p>L'offre la moins-disante n'a pas été retenue comme attributaire du marché. Le candidat GIE Sud Projets a été éliminé dès l'ouverture pour dépôt de quitus fiscal non signé par le Trésor Public.</p>	3. GIE SUD PROJET	12.603.700 F CFA	4. GIE ACTION	13.126.000 F CFA	5. ESE SAGNA	13.713.990 F CFA	6. GIE GENERAL BTP	17.789.690 F CFA	7. ESE BTP BIRAME GUEYE	29.946.984 F CFA	8. DIOUF ESE SET SETAL	13.504.913 F CFA
3. GIE SUD PROJET	12.603.700 F CFA												
4. GIE ACTION	13.126.000 F CFA												
5. ESE SAGNA	13.713.990 F CFA												
6. GIE GENERAL BTP	17.789.690 F CFA												
7. ESE BTP BIRAME GUEYE	29.946.984 F CFA												
8. DIOUF ESE SET SETAL	13.504.913 F CFA												
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> </ul>												
<b>Commentaires de L'AC</b>													
<b>Appréciation du cabinet</b>													

DRP 3 Contrat N°0017 et N°0020	
<b>Objet</b>	<b>Collecte et évacuation des ordures ménagères</b>
Date d'invitation	24 avril 2009
Date de dépôt des offres	22 mai 2009
Attributaire	Lot N°1 et lot N°2 : DIOUF ESE SET SETAL Lot N°3: Ousmane Diallo
Date du bon de commande	Non disponible
Date du contrat	8 juin 2009
Montant du marché	Lot N°1 : 2.407.200 F CFA Lot N°2 : 4.283.400 F CFA Lot N°3 : 1.357.000 F CFA
Date de réception	Non disponible
Délai d'exécution	12 mois
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires ne mentionnent pas les noms des candidats présélectionnés en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> <li>- Le PV de réception technique du lot N°3 n'a pas été mis à notre disposition.</li> <li>- Les offres n'ont pas été mises à notre disposition.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/ CAB/CP du 31 mars 2009.</li> </ul>
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	



DRP 4 Contrat N°0064, N°0065, N°0066	
<b>Objet</b>	<b>Elagage des arbres</b>
Date d'invitation	06 octobre 2009
Date de dépôt des offres	12 octobre 2009
Attributaire	Lot N°1 : GIE ACTION 2 Lot N°2 : GIE GENERAL BTP
Date du bon de commande	Non disponible
Date du contrat	30 octobre 2009
Montant du marché	Lot N°1 : 5 050 000 F CFA Lot N°2 : 5 750 000 F CFA Avenant : 1 725 300 F CFA
Date de réception	Non disponible
Délai d'exécution	Lot N° 1 : 15 jours Lot N°2 : 30 jours Avenant : 25 jours
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires ne mentionnent pas les noms des candidats présélectionnés en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> <li>- Les offres n'ont pas été mises à notre disposition.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> </ul>
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	

DRP 5	
<b>Objet</b>	<b>Grosses réparations des halles et marchés</b>
Date d'invitation	12 août 2009
Date de dépôt des offres	27 août 2009
Attributaire	GIE ACTION 2,
Date du bon de notification	16 septembre 2009
Date du contrat	14 septembre 2009
Montant du marché	9 875 481 F CFA
Date de réception	Non disponible
Délai d'exécution	70 jours
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires ne mentionnent pas les noms des candidats présélectionnés en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> <li>- Deux (2) offres sont mises à notre disposition et concernent les fournisseurs suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. GIE Action II 9 875 481 F CFA TTC</li> <li>2. Entreprise CASA Ibrahima SECK 14 056 396 F CFA TTC</li> </ol> </li> </ul> <p>L'offre de GIE Action II moins disante est l'attributaire du marché</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/ CAB/CP du 31 mars 2009.</li> </ul>
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	

DRP 6 Contrat N°0046	
<b>Objet</b>	<b>Remblais aux alentours du rond point Aline Sitoé Diatta</b>
Date d'invitation	31 août 2009
Date de dépôt des offres	07 septembre 2009
Attributaire	Entreprise Ousmane Diallo
Date du bon de commande	Non disponible
Date du contrat	14 septembre 2009
Montant du marché	13 576 608 F CFA
Date de réception	Non disponible
Délai d'exécution	20 jours
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires ne mentionnent pas les noms des candidats présélectionnés en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> <li>- Les offres des soumissionnaires n'ont pas été mises à notre disposition.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/ CAB/CP du 31 mars 2009</li> </ul>
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	

DRP7 Contrat N°0072	
<b>Objet</b>	<b>Travaux relatif à l'éclairage public du rond point Jean Paul 2</b>
Date d'invitation	30 juin 2009
Date de dépôt des offres	13 juillet 2009
Attributaire	EGEN TECHNOLOGIE
Date du bon de commande	Non disponible
Date du contrat	24 novembre 2009
Montant du marché	10 478 872 F CFA

Date de réception	Non disponible
Délai d'exécution	60 jours
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires ne mentionnent pas les noms des candidats présélectionnés en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> <li>- Les offres des soumissionnaires n'ont pas été mises à notre disposition.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009</li> </ul>
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	

DRP 8 Contrat N°0063	
<b>Objet</b>	<b>Aménagement des squares et jardins publics</b>
Date d'invitation	31 août 2009
Date de dépôt des offres	15 septembre 2009 et relance jusqu'au 29 septembre 2009
Attributaire	Entreprise Ousmane Diallo
Date du bon de commande	Non disponible
Date du contrat	30 octobre 2009
Montant du marché	17 319 376 F CFA
Date de réception	Non disponible

Délai d'exécution		90 jours
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires ne mentionnent pas les noms des candidats présélectionnés en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> <li>- Quatre offres ont été mises à notre disposition et concernent les fournisseurs suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. CERE 33.310.022 F CFA</li> <li>2. BAH TOURE 27.696.181 F CFA</li> <li>3. SOLARCOM 84.338.798 F CFA</li> <li>4. Ousmane Diallo 17.319.317 F CFA</li> </ol> <p>D'après les prix ci-dessus, l'offre de Ousmane Diallo a été retenue pour attribution.</p> </li> <li>- Le PV de dépouillement n'a pas été mis à notre disposition. En l'absence de ce document, nous estimons que la commune a violé les dispositions de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> </ul>	
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009</li> </ul>	
<b>Commentaires de L'AC</b>		
<b>Appréciation du cabinet</b>		

DRP 9 Contrat N°0062																			
<b>Objet</b>	<b>Grosses réparations d'équipements sanitaires</b>																		
Date d'invitation	14 septembre 2009																		
Date de dépôt des offres	30 septembre 2009																		
Attributaire	Entreprise CASA « Ibrahima Seck »																		
Date du bon de commande	Non disponible																		
Date du contrat	21 décembre 2009																		
Montant du marché	16.868.467 F CFA																		
Date de réception	Non disponible																		
Délai d'exécution	90 jours																		
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires ne mentionnent pas les noms des candidats présélectionnés en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> <li>- Neuf offres ont été mises à notre disposition et concernent les fournisseurs suivants : <table> <tr> <td>5. CASA Ibrahima Seck</td><td>16.868.467 F CFA</td></tr> <tr> <td>6. CADES/ Serigne Ndiaga Samb</td><td>16.181.631 F CFA</td></tr> <tr> <td>7. Ousmane Diallo</td><td>18.139.045 F CFA</td></tr> <tr> <td>8. GIE Sud Mécanique SMPT</td><td>16.371.963 F CFA</td></tr> <tr> <td>9. BAH Touré</td><td>27.696.181 F CFA</td></tr> <tr> <td>10. BTP Ibrahima Sakho</td><td>12.124.193 F CFA</td></tr> <tr> <td>11. La Truelle d'or</td><td>19.327.220 F CFA</td></tr> <tr> <td>12. CERE</td><td>26.576.308 F CFA</td></tr> <tr> <td>13. SOCOBAP</td><td>19.883.368 F CFA</td></tr> </table> <p>L'entreprise CASA Ibrahima Seck a été retenue pour adjudication par la commission sur la base de critères techniques et financiers.</p> </li> </ul>	5. CASA Ibrahima Seck	16.868.467 F CFA	6. CADES/ Serigne Ndiaga Samb	16.181.631 F CFA	7. Ousmane Diallo	18.139.045 F CFA	8. GIE Sud Mécanique SMPT	16.371.963 F CFA	9. BAH Touré	27.696.181 F CFA	10. BTP Ibrahima Sakho	12.124.193 F CFA	11. La Truelle d'or	19.327.220 F CFA	12. CERE	26.576.308 F CFA	13. SOCOBAP	19.883.368 F CFA
5. CASA Ibrahima Seck	16.868.467 F CFA																		
6. CADES/ Serigne Ndiaga Samb	16.181.631 F CFA																		
7. Ousmane Diallo	18.139.045 F CFA																		
8. GIE Sud Mécanique SMPT	16.371.963 F CFA																		
9. BAH Touré	27.696.181 F CFA																		
10. BTP Ibrahima Sakho	12.124.193 F CFA																		
11. La Truelle d'or	19.327.220 F CFA																		
12. CERE	26.576.308 F CFA																		
13. SOCOBAP	19.883.368 F CFA																		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/ CAB/CP du 31 mars 2009</li> </ul>																		
<b>Commentaires de L'AC</b>																			
<b>Appréciation du cabinet</b>																			

DRP 10	
<b>Objet</b>	<b>Réhabilitation et construction de Guérites</b>
Date d'invitation	17 aout 2009
Date de dépôt des offres	02 septembre 2009
Attributaire	DIOUF ESE SET
Date du bon de commande	Non disponible
Date du contrat	14 septembre 2009
Montant du marché	2 544 986 F CFA
Date de réception	Non disponible
Délai d'exécution	75 jours
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires ne mentionnent pas les noms des candidats présélectionnés en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> <li>- Les offres n'ont pas été mises à notre disposition.</li> <li>- D'après le PV d'évaluation seules deux offres ont été reçues des fournisseurs suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>14. Diouf ESE SET SETAL 2 544 986 F CFA</li> <li>15. GIE Action II 5 895 433 F CFA</li> </ul> L'offre de Diouf ESE SET SETAL moins disante a été retenue pour attribution.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/ CAB/CP du 31 mars 2009.</li> </ul>
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	

DRP 11 Contrat N°0024	
<b>Objet</b>	<b>Travaux de réaménagement hôtel de ville et aménagement d'un bloc de 04 toilettes</b>
Date d'invitation	22 juin 2009
Date de dépôt des offres	30 juin 2009
Attributaire	CASA PRESTIGE
Date du bon de notification	30 juillet 2009
Date du contrat	09 juillet 2009
Montant du marché	Lot 1 : 4.513.914 F CFA Lot 2 : 3 922 514 F CFA
Date de réception	12 août 2009
Délai d'exécution	45 jours
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires ne mentionnent pas les noms des candidats présélectionnés en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li> <li>- Quatre (4) offres des fournisseurs suivants ont été mises à notre disposition : <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Casa Prestige : Lot 1 : 4.513.914 F CFA Lot 2 : 3.922.514 F CFA</li> <li>2. GIE Général BTP : Lot 1 : 5.854.735 F CFA Lot 2 : 6.177.300 F CFA</li> <li>3. Aroka ESE Khalifa Badji : Lot 1 : 6.045.769 F CFA Lot 2 : 6.588.493 F CFA</li> <li>4. GIE Action II : Lot 2 : 11.800.000 F CFA</li> </ul> L'offre de Casa Prestige moins disante a été retenue pour attribution.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/ CAB/CP du 31 mars 2009</li> </ul>
<b>Commentaires de L'AC</b>	
<b>Appréciation du cabinet</b>	



## **4.2. Audit de l'exécution financière**

### **4.2.1. Constat des travaux d'audit du volet financier**

L'audit de l'exécution financière au niveau de la Commune de Ziguinchor devrait nous permettre de nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la société ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la justification de la dépense ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

### **4.2.2. Constat d'audit sur le volet exécution financière**

Comme indiqué dans les fiches précédentes, les travaux sur le volet financier révèlent pour beaucoup de DRP:

- l'inexistence d'un Bon de commande ;
- l'inexistence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;

Par ailleurs, en raison de l'indisponibilité au niveau de la Commune des pièces justificatives relatives au paiement du Trésor, nos travaux sur l'exécution financière des marchés n'ont pas porté sur les dispositions contractuelles concernant les garanties, les pénalités de retard, le contrôle des décomptes, le précompte de la TVA, les avances et remboursements, le respect des délais de paiement, etc.

## **4.3. Audit de l'exécution physique des marchés**

Nous vérifierons la réalité physique de la construction de bloc de trois (03) classes et la réhabilitation de deux (02) blocs de deux (02) classes et l'ouverture des voies dans les quartiers périphériques. Cet audit fera l'objet d'un rapport technique distinct.

## 5. RECOMMANDATIONS

### 5.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- **ELABORATION DES RAPPORTS TRIMESTRIELS ET ANNUELS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

L'élaboration par la commission des marchés du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente est une obligation fixée par le CMP. Ce rapport doit être établi et transmis à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Les rapports trimestriels d'activités doivent être également transmis à la DCMP suivant le modèle figurant dans le site officiel des marchés publics. Ce rapport permettra d'alimenter les statistiques établies régulièrement par la DCMP.

### 5.2. Recommandations relatives aux marchés

#### 5.2. 1. Recommandations relatives aux Appels d'offres

Le processus de la gestion des Appels d'offres doit être amélioré par une gestion rigoureuse du CMP notamment sur : la publication des avis d'appels d'offres, le respect des délais de remise des offres, l'ouverture des offres en séance publique, l'archivage des dossiers d'appels d'offres, la publication de l'avis d'attribution provisoire et définitive, la notification des marchés, le respect de la garantie de bonne exécution.

#### 5.2. 2. Recommandations relatives aux DRP

Le processus de la gestion des DRP doit être amélioré par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 notamment sur les points concernant : la transmission simultanée de la lettre d'invitation à cinq (05) candidats au moins, le respect des délais de remise des offres et de l'exécution des prestations, l'établissement des PV d'ouverture des plis, l'élaboration de rapports d'évaluation des offres, l'information par écrit des soumissionnaires non retenus.

#### 5.2.3. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents de la Commune de Ziguinchor en matière de passation des marchés

Nous recommandons à la Commune de Ziguinchor de prévoir un programme de renforcement des capacités de ses membres et de ceux de la Commission des Marchés, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l'ARMP.

#### 5.2. 4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

La Commune de Ziguinchor devrait améliorer son système de classement concernant la passation des marchés pour archiver les offres des soumissionnaires et respecter les instructions de l'ARMP.